



Seychelles

2011

www.africaneconomicoutlook.org/fr



Cette carte est fournie à titre illustratif et ne préjuge en rien du statut d'un territoire représenté sur cette carte ou de la souveraineté sur ce dernier.

Seychelles

Vue d'ensemble

En 2010, l'économie des Seychelles s'est rétablie grâce à des mesures importantes prises pour répondre à la crise de la dette de 2008. Le pays a également bien traversé la crise financière et économique mondiale. Tirée par l'industrie du tourisme, qui représente 25.5 % du produit intérieur brut (PIB), l'économie a crû au rythme de 6 % en 2010, contre 0.7 % en 2009. Le nombre de visiteurs a augmenté, ainsi que la durée moyenne du séjour, respectivement de 13 % et 5 %. Cette tendance a été appuyée par un rebond de l'économie mondiale, une dépréciation de la roupie seychelloise et des réductions de prix des voyageurs. Cependant, la piraterie et les menaces qu'elle fait peser sur l'océan Indien continuent d'affecter l'industrie de la pêche. La croissance devrait être de 4 % en 2011 et de 4.5 % en 2012.

Les autorités ont éradiqué le marché noir des devises étrangères et sont parvenues à maîtriser l'inflation, puisque celle-ci a été contenue à -2.4 % en 2010 et devrait atteindre 4.2 % en 2011 et 2.9 % en 2012. Les réserves de change de la Banque centrale des Seychelles dépassent aujourd'hui deux mois d'importations et devraient atteindre trois mois d'ici à décembre 2012. Le regain de la confiance intérieure soutient la stabilisation macroéconomique. Depuis octobre 2009, le taux de change nominal effectif s'est stabilisé, et la dépréciation vis-à-vis du dollar américain a été compensée par l'appréciation face à l'euro et à la livre sterling.

La position de la dette est désormais soutenable, grâce à une restructuration de son profil. Les autorités continuent de veiller à la discipline budgétaire. L'excédent budgétaire primaire est estimé à 11.9 % du PIB en 2010. Le déficit du compte courant, qui était de 30.3 % du PIB en 2009, s'est creusé, à 33.2 % du PIB en 2010, du fait de la reprise de la demande intérieure et de l'augmentation des primes d'assurance à cause de la piraterie dans l'océan Indien. Les investissements directs étrangers (IDE) ont repris et ont permis de financer une part croissante du déficit. Ce dernier devrait graduellement se réduire en 2011 et 2012, puisque les exportations de services touristiques bénéficieront de la reprise mondiale et des nouvelles infrastructures d'hébergement.

Un certain nombre de contraintes affectent toujours le climat des affaires, en dépit des mesures prises récemment par le gouvernement. Le rapport *Doing Business 2011* de la Banque mondiale montre que les Seychelles ont rétrogradé à la 95^e place sur 183 pays en 2010 pour ce qui concerne la facilité de faire des affaires, alors qu'elles étaient en 92^e position en 2009. Les Seychelles sont une économie ouverte dépendant fortement du tourisme. De ce fait, les perspectives de croissance à moyen terme sont largement tributaires des performances de l'économie mondiale, spécialement dans la zone euro, dont proviennent 75 % des touristes du pays, ainsi que du niveau des actes de piraterie dans l'océan Indien.

En 2009, les Seychelles ont bénéficié de l'assistance des partenaires au développement - notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Union européenne (UE) - en matière de balance des paiements et d'appui budgétaire, à hauteur de 21,9 millions d'euros, pour soutenir directement le programme de réformes économiques de 2008. La première partie de ce dernier a été mise en place avec succès, ce qui a conduit le FMI à accorder un mécanisme élargi de crédit (MEDC) en décembre 2009, pour remplacer les accords de confirmation d'une durée de deux ans conclus par les Seychelles pour démarrer d'un bon pied le second volet des réformes prévues par le MEDC, et ce malgré la crise économique mondiale et la crise de la dette extérieure. Dès la fin de l'année 2010, les Seychelles avaient atteint les critères de référence prévus par le MEDC et ses cibles structurelles, et respectaient le calendrier des principales réformes : refonte du système fiscal, amélioration de la gestion des finances publiques, modernisation des opérations monétaires, renforcement de la supervision du secteur financier et restructuration des organismes parapublics.

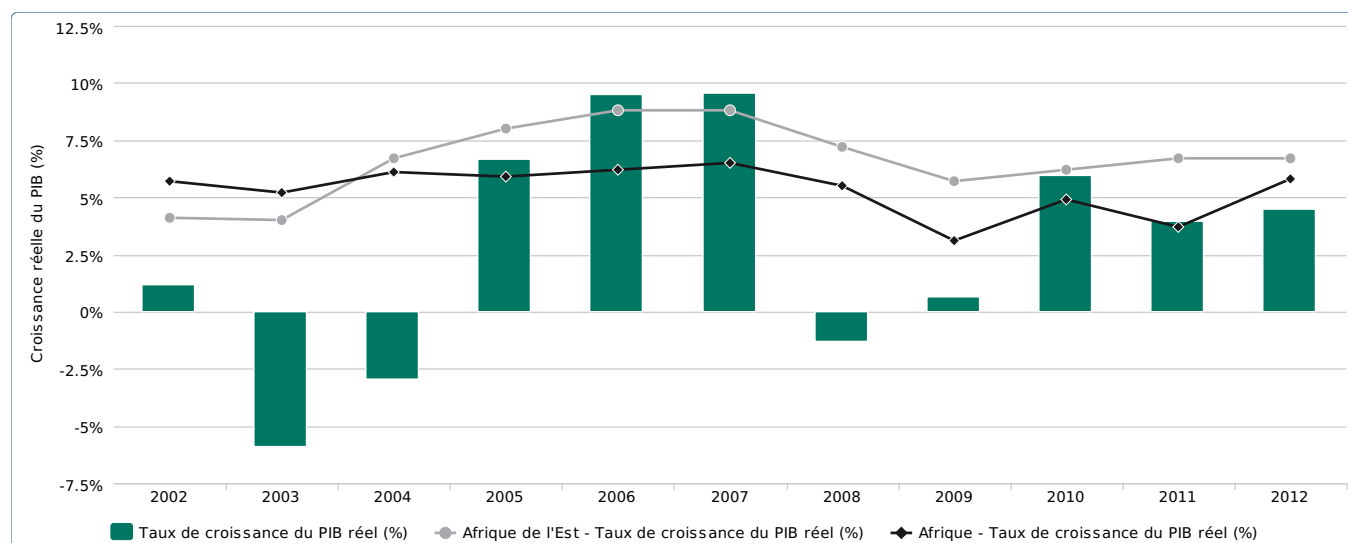
Les partenaires émergents (PE) les plus établis des Seychelles sont la Chine, les Émirats arabes unis (EAU), l'Inde, l'Arabie saoudite et le Brésil. Parmi les autres figurent la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et la Turquie. La plupart des PE sont impliqués dans le commerce, l'investissement et l'aide. Au cours des cinq dernières années (2006-10), les pays qui ont le plus intensifié leurs relations avec les Seychelles sont la Chine, l'Inde et les EAU.

Les réformes socio-économiques en cours ont permis l'émergence d'une société plus transparente et moins partisane. Toutefois, il reste des obstacles à surmonter, notamment pour rendre la justice plus indépendante et la presse plus libre.

Les Seychelles ont l'un des PIB par habitant les plus élevés d'Afrique et figurent parmi les six pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure du continent. Elles sont à la pointe pour ce qui concerne le développement humain, puisqu'elles se placent au 57^e rang de l'indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud), un niveau comparable à celui de nombreux pays

de l'OCDE. En 2010, elles ont alloué près de 43 % de leur budget ou 5 % de leur PIB aux secteurs sociaux de la santé et de l'éducation. Les Seychelles ont déjà atteint les cibles de cinq des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Seuls les objectifs 6 à 8 demeurent.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (E)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932412369>

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	0.7	6	4	4.5
Inflation IPC	31.7	-2.4	4.2	2.9
Balance budgétaire % PIB	5.1	3.2	0.3	-0.2
Balance courante % PIB	-30.3	-33.2	-24.8	-22.2

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932414725>

Développements économiques récents et perspectives

Tableau 2 : Ventilation sectorielle du PIB (en pourcentage)

	2005	2009
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	3.9	2.8
Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	-	-
dont agriculture	-	-
dont cultures vivrières	-	-
Mines et extraction	-	-
Mines, industries manufacturières et services d'utilité publique	-	-
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	10.8	9.4
dont hydrocarbure	-	-
Electricité, gaz et eau	1.8	1.6
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	7.6	6.3
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	7.5	11
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	16.8	13.4
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	18.9	21.7
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	10.6	6.1
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	-	-
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Administration publique, éducation, santé et travaux sociaux, services communautaires et sociaux	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	22.1	27.7
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932415694>

En 2010, l'économie s'est bien redressée après la crise de la dette de 2008 et la crise économique et financière mondiale. Tirée par l'industrie touristique, qui représente 25.5 % du PIB, l'économie a progressé de plus de cinq points, le taux de croissance passant de 0.7 % en 2009 à 6 % en 2010, selon les estimations. Cependant, la piraterie et les menaces qu'elle fait peser sur l'océan Indien continuent d'affecter l'industrie de la pêche. La croissance devrait être de 4 % en 2011 et de 4.5 % en 2012.

Les autorités ont repris les rênes de l'inflation, dont le taux a été négatif en 2010, selon les estimations. Les principales sources de croissance sont le tourisme et les communications ainsi que le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), ce dernier étant en partie influencé par une hausse des IDE. Les productions clés dans certains domaines, notamment l'agroalimentaire et la boisson, ont également augmenté. Le tourisme, les services, la pêche et, récemment, les activités liées aux tankers, restent les premiers moteurs de l'économie.

En 2010, l'économie a principalement été affectée par la récession mondiale et les réformes économiques intérieures. La recrudescence des actes de piraterie dans la région a un effet direct sur les importations de denrées alimentaires et autres produits de base. Elle a entraîné une hausse des primes d'assurance et des coûts de transport, une modification des routes maritimes et des retards dans les livraisons. Le tourisme a été particulièrement touché, les yachts et les bateaux de croisière étant moins nombreux dans l'océan Indien. Les conditions météorologiques, avec une saison sèche particulièrement extrême, n'ont pas été favorables à l'agriculture, et l'élévation des températures de l'océan perturbe la vie marine, notamment les stocks de jeunes poissons. La dépréciation de l'euro face au dollar a eu un impact direct sur la balance des paiements, du fait que les Seychelles règlent leurs importations en dollars mais perçoivent l'essentiel de leurs recettes en euros. Les crises économiques récentes en Grèce, Irlande et Espagne ont encore accentué ce phénomène, puisque les touristes sont en grande majorité européens et ont donc moins voyagé. Les Seychelles n'étant pas un grand pays d'exportation, elles n'ont pas été trop durement frappées par la chute des exportations en 2009. Toutefois, le pays a été touché par le biais de ses importations, puisque certains de ses partenaires commerciaux ont limité leurs exportations et en ont même interdit certaines. Les événements climatiques extrêmes ont aussi provoqué une augmentation des cours internationaux de certaines denrées alimentaires importées, notamment le maïs, la farine, le riz et les oignons.

En 2010, le nombre de touristes a augmenté et la durée moyenne de séjour s'est allongée, respectivement de 13 % et 5 %. Cette tendance a été soutenue par un rebond de l'économie mondiale, une dépréciation de la roupie seychelloise et des promotions des voyageurs, ainsi que par la suspension de trois grands projets de construction d'hôtels. Cette progression s'explique par un marketing agressif de l'Office du tourisme des Seychelles (Seychelles Tourism Board - STB) auprès de nouveaux marchés, une augmentation du nombre de vols vers l'archipel et une amélioration générale des services, par le biais de l'Académie du tourisme des Seychelles (Seychelles Tourism Academy - STA). Le gouvernement considère cette industrie comme le principal pilier de son économie. Compte tenu des difficultés que rencontre le marché européen, il va continuer à investir dans ce secteur en finançant le STB et la STA, mais aussi en encourageant le secteur privé à développer ce secteur.

En 2010, les livraisons et les transbordements de poisson, qui avaient décliné de 15 % en 2009, devraient avoir progressé, notamment dans le secteur artisanal. Malgré cela, les recettes des exportations de la pêche ont chuté de 34 % en 2010. Le gouvernement et ses partenaires continuent de lutter contre la piraterie dans l'océan Indien pour soutenir ce secteur de l'économie. Compte tenu de son importance pour le pays, le gouvernement, avec le soutien du Japon par le biais de la Banque mondiale, a investi dans les infrastructures. En 2010, deux nouvelles installations dédiées à la pêche ont vu le jour : la Zone 6 du Providence Fishing Quay et l'usine de fabrication de glace à Bel-Ombre. En 2011, le gouvernement prévoit de construire deux installations qui permettront aux pêcheurs d'acheter du carburant.

En 2010, le secteur secondaire, qui représente à peu près 10 % du PIB, a progressé, principalement grâce à l'augmentation de la demande intérieure et à un meilleur accès aux devises étrangères. La production de conserves de thon a crû de 2 % et devrait continuer sur cette tendance en 2011. La forte progression du secteur du BTP, qui représente près de 7 % du PIB, est en partie due à l'édification d'un immense palace privé à La Misere ainsi qu'à d'autres projets financés par des IDE. La production de parpaings a augmenté de 18 % en 2010, du fait de la multiplication des chantiers de construction.

Les Seychelles comptent environ 350 agriculteurs officiellement recensés dans diverses activités. Le secteur de l'agriculture et de la production alimentaire rencontre toujours des difficultés. Par ailleurs, le gouvernement n'a toujours pas mis en application sa politique de sécurité alimentaire, malgré la tenue en juin 2010 d'un atelier d'audit sur la stratégie alimentaire pour la période 2008-2011.

En 2010, près de 70 % des éleveurs de volailles ont cessé leur activité, la libéralisation des importations de viande ayant conduit à la constitution de stocks importants. Les récoltes ont donc été affectées, puisque les fertilisants à base de fumier se sont faits plus rares. Cette pénurie, combinée à des conditions météorologiques erratiques (sécheresse, changement climatique), a influencé tant la qualité que la quantité de la production. De

plus, il n'y a eu aucun investissement majeur dans les infrastructures agricoles de la part de l'État en 2010, et rien n'est prévu dans le budget 2011. L'abattoir, la fabrique d'aliments pour animaux et les laboratoires qui ont été donnés aux fermiers en 2009 après la libéralisation de l'économie sont en mauvais état et doivent être rénovés.

En 2010, l'exploration pétrolière est entrée dans une nouvelle phase, le gouvernement ayant autorisé une société à réaliser des études sismiques sur une surface de 18 000 km² au sein des eaux territoriales. Deux compagnies travaillent déjà aux Seychelles – Petroquest International Incorporated (Houston) et East African Exploration (EAX) (Dubai) – et ont signé des accords de production avec les autorités. Elles s'appuieront toutes deux sur les résultats de cette étude pour déterminer la localisation des forages qui devraient débuter à la fin 2012. Le gouvernement recevra une assistance technique en formation, réglementation et gestion de l'industrie pétrolière de la part des États-Unis.

On estime que la formation brute de capital a progressé de 21.4 % en 2010, ce qui a contribué à la forte hausse du PIB. Cette tendance est en grande partie due à la croissance du secteur du BTP. En 2010, les investissements ont crû plus fortement dans le public (27 %) que dans le privé (20 %). La consommation des ménages a augmenté de 6.1 %, le pouvoir d'achat étant soutenu par une inflation négative. L'augmentation des exportations a aussi alimenté la croissance du PIB en 2010. En 2011/12, l'investissement et la consommation seront les principaux facteurs de croissance.

Tableau 3 : Composantes de la demande

	En pourcentage du PIB (à prix courants)		Pourcentages de variation, en volume			Contributions aux variations du PIB		
	2002	2009	2010	2011	2012	2010	2011	2012
Formation brute de capital	32	29.3	21.4	14.1	11.2	5.1	3.8	3.3
Publique	3.4	5.7	27	30	22	1.2	1.7	1.5
Privée	28.6	23.6	20	10	8	3.8	2.2	1.8
Consommation finale	73.2	98.3	5.8	1.5	1.6	5.8	1.5	1.6
Publique	31.6	13.3	3.4	2.7	2.7	0.5	0.4	0.4
Privée	41.6	85	6.1	1.3	1.4	5.3	1.1	1.2
Secteur externe	-5.2	-27.6	-	-	-	-4.9	-1.3	-0.5
Exportations	65.7	103.4	2.4	4.5	4.8	1.7	3.1	3.3
Importations	-70.9	-131	6.9	4.5	3.9	-6.6	-4.4	-3.8
Taux de croissance du PIB réel	-	-	-	-	-	6	4	4.5

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932416663>

Politiques macroéconomiques

Les politiques de stabilisation macroéconomique mises en place en novembre 2008 portent leurs fruits. Depuis lors, les Seychelles ont continué à faire preuve de prudence en matière budgétaire et monétaire, ce qui a redonné de la crédibilité au flottement de la monnaie. L'inflation a été jugulée, les réserves de change internationales reconstituées et les taux d'intérêt directs réduits. En 2010, le gouvernement a créé un fonds de stabilisation pour amortir les effets de la soudaine fluctuation des cours du pétrole. Il puise des liquidités dans cette réserve pour ajuster les prix graduellement. Cependant, le pays demeure très exposé aux chocs externes générés par la piraterie, la situation économique en Europe et la poursuite de la dépréciation de l'euro. Cette dernière pourrait notamment avoir un impact sur la position extérieure du pays, encore fragile.

Politique budgétaire

En 2010, les Seychelles ont poursuivi leur effort de réduction de la dette publique. Elles ont consolidé la position budgétaire, généré un excédent primaire et réinvesti dans les secteurs prioritaires, tout en continuant à maintenir la dette de l'État à un niveau supportable.

En 2010, l'excédent budgétaire est estimé à 11.9 % du PIB. Il devrait reculer à 7.8 % en 2011 puis 6.2 % en 2012. À moyen terme, l'objectif du gouvernement est de ramener la dette à 70 % du PIB d'ici à 2012 et à 50 % du PIB d'ici à 2018. Les autorités ont poursuivi les réformes fiscales, qui progressent bien. Des révisions de la législation relative à l'impôt sur les sociétés ont été introduites en janvier 2010. L'assiette de la taxe sur les ventes a été élargie et les taux concessionnels sont graduellement éliminés. En juillet 2010, le gouvernement a également mis en place un impôt sur le revenu prélevé à la source, qui remplace les contributions de Sécurité sociale prélevées sur les employeurs et leurs salariés. Dans le cadre de la refonte générale du système fiscal, une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera introduite à la fin 2012 pour remplacer la taxe sur les biens et services. L'autre volet du programme de réforme économique concerne la modernisation des douanes, étape importante vers l'établissement d'un environnement favorable aux entreprises. Elle facilitera les échanges et aidera les Seychelles à négocier leur entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le compte unique du Trésor (*Treasury Single Account* - TSA) introduit à la fin 2009, représente une avancée majeure, puisqu'il permettra au gouvernement de suivre et de contrôler la dépense publique, ainsi que de gérer les soldes disponibles. L'exécutif prévoit une hausse du recouvrement de l'impôt supérieure de 17 % aux objectifs fixés pour 2011, le total devant approcher 31 % du PIB. Les recettes non fiscales représenteront 4.4 % du PIB en 2011. L'augmentation des recettes fiscales est principalement due à la croissance économique. Cependant, quelques réformes passées en 2010 auront un impact sur les revenus de 2011 : l'augmentation de la taxe sur les biens et services touristiques de 10 à 12 % ; l'harmonisation des taux de l'impôt sur le revenu pour tous les travailleurs, qui porte le taux pour les expatriés de 10 à 15 %, au même niveau que celui des citoyens seychellois ; et l'augmentation substantielle des dons, principalement pour les projets d'investissement dans les équipements. D'après les prévisions gouvernementales, les dividendes des investissements devraient être supérieurs de 128 % aux estimations de 2009 grâce aux investissements dans Nouvobanq et Indian Ocean Tuna.

Les estimations des dépenses publiques pour 2010 ont été dépassées de 7 %. Le total des dépenses et des prêts nets, à l'exclusion des intérêts de la dette, devraient atteindre 37.3 % du PIB en 2011. Le gouvernement tient à maintenir certains crédits à caractère social et leur affectera près de la moitié des dépenses courantes en 2011. Les sommes consacrées aux secteurs de l'éducation, de l'emploi et des ressources humaines représentent 5.3 % du PIB, ou 14.8 % du budget, alors que le secteur de la santé représente 4.2 % du PIB et 12 % du budget 2011.

Le solde budgétaire général (à l'exclusion des dons), en pourcentage du PIB, a reculé, de 5.1 % en 2009 à 3.2 % en 2010, du fait de l'augmentation des dépenses d'équipement. Les sommes consacrées aux salaires ont légèrement diminué, passant de 7.1 % du PIB en 2009 à 7 % en 2010. Cette tendance devrait se poursuivre en 2011 et 2012, avec respectivement 6.6 % et 6.3 % du PIB, ce qui est conforme à la stratégie à moyen terme.

Le stock total de la dette (publique et garantie par l'État) atteignait 789 millions USD en octobre 2010, soit 84.3 % du PIB, dont 57 % pour la dette extérieure et 43 % pour la dette intérieure. En pourcentage du PIB, le stock a diminué, passant de 140.1 % en 2009 à 84 % en 2010. Il devrait atteindre 75 % en 2012. Ce recul est le résultat d'une restructuration de la dette extérieure, conformément à la nouvelle stratégie de gestion de la dette et à la bonne performance budgétaire découlant du programme de réforme.

En 2010, le gouvernement a réduit son stock de bons du Trésor, puisque le besoin de financement de l'État était négatif. Conformément à la nouvelle stratégie de gestion de la dette, le gouvernement introduit de nouvelles échéances, en accord avec ses créanciers, pour mettre au point une courbe de rendement à long terme et éliminer progressivement les instruments non liquides, comme les titres d'État et les dépôts du Trésor, au fur et à mesure de leur arrivée à échéance.

Tableau 4 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Recettes totales (avec dons)	32.2	32.2	36.6	38.8	37	37.6	36.7
Recettes fiscales	22.9	23.8	28.2	30.9	31.1	31	30.6
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	0.1	0.2	3.7	3.5	1.5	2.2	1.7
Autres revenus	9.2	8.1	4.7	4.4	4.4	4.4	4.4
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	46.2	40.9	40	33.8	33.7	37.3	36.9
Dépenses courantes	37.5	36.3	28.7	31	30	28.5	26.8
Sans les intérêts	30.4	29.7	21.5	21.3	21.4	21	20.4
Salaires	14.7	10.2	7.9	7.1	7	6.6	6.3
Biens et services	7.5	7.3	5.6	6.7	7.3	7.4	7.2
Intérêts	7.1	6.6	7.2	9.8	8.7	7.5	6.4
Dépenses en capital	7.8	5.5	2.1	5.7	7.1	8.8	10
Solde primaire	-6.9	-2.1	3.9	14.8	11.9	7.8	6.2
Solde global	-14	-8.7	-3.4	5.1	3.2	0.3	-0.2

a. Seuls les principaux postes de recettes et de dépenses sont détaillés.

Source : Données des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932417632>

Politique monétaire

Les objectifs de la politique monétaire sont de contrôler l'inflation, de moderniser le système financier et d'accroître la surveillance des banques. La CBS va placer sous son autorité les institutions financières non commerciales comme la Development Bank of Seychelles (DBS) et la Housing Finance Company (HFC). Elle a modernisé son mode de fonctionnement de manière à pouvoir mener une politique monétaire indépendante et à renforcer la supervision qu'elle exerce. Elle travaillera en coordination avec le Trésor pour l'émission des bons du Trésor, améliorant ainsi la gestion des liquidités et établissant un environnement plus prévisible pour les banques.

Le taux d'inflation est estimé à -2.4 % en 2010. Cependant, il devrait atteindre 4.2 % en 2011, avant de redescendre à 2.9 % en 2012. La concurrence sévère qui règne dans le commerce a contribué à l'allègement des pressions inflationnistes. La valeur de la roupie seychelloise (SCR) est restée stable face à la plupart des devises les plus importantes, à près de 12 SCR pour 1 dollar des États-Unis (USD).

L'année 2010 a été marquée par une baisse des taux d'intérêt, grâce à l'excédent budgétaire réalisé. Le rendement des bons du Trésor, qui s'établissait à 4 % en 2009, est descendu à 2 % en 2010, et les taux pratiqués par les banques commerciales sont passés de 14.9 % en 2009 à 12.2 % en 2010. Cette évolution est attribuée aux mesures prises par les deux banques publiques, Nouvobanq et Savings Bank, qui ont ramené leurs taux de base à 7 % en 2010.

Si les taux de rémunération des dépôts enregistrent un recul, à 1.7 % en 2010 contre 1.9 % en 2009, l'écart entre les taux d'emprunt et d'épargne demeure élevé, à près de 10 %, ce qui est supérieur au niveau de novembre 2008.

En 2010, le crédit a progressé de 11 %. Les principaux bénéficiaires sont les projets touristiques, les activités

commerciales, les emprunts immobiliers et les ménages. Toutefois, le manque de concurrence dans le secteur bancaire reste un problème pour le système financier, puisqu'il affecte la croissance du crédit et le développement du secteur bancaire.

Position extérieure

Les principales exportations de produits marchands sont le thon en boîte, le poisson frais et surgelé, les crevettes et la réexportation de produits pétroliers. Les principales importations sont les machines-outils et les biens liés aux transports, le carburant, la nourriture, les animaux vivants et les produits manufacturés. La croissance des exportations est attribuée à quatre facteurs principaux : les privatisations, la poursuite des réformes économiques, les refontes législatives et la stabilité de la monnaie. Les principaux marchés d'exportation sur l'année 2009/10 ont été le Royaume-Uni, la France, l'Italie, Maurice et le Japon, les importations provenant quant à elles majoritairement d'Arabie saoudite, d'Inde, d'Espagne, d'Afrique du Sud et de France.

En 2010, on estime que le déficit de la balance des paiements courants exprimé en pourcentage du PIB a atteint 33.2 %, contre 30.3 % en 2009, principalement à cause de la forte hausse des importations. Ce phénomène s'explique par l'amélioration de la situation économique et le redémarrage du secteur du BTP, financés essentiellement par des investissements étrangers. Selon les prévisions, le déficit devrait reculer à respectivement 24.8 % et 22.2 % du PIB en 2011 et 2012, grâce à une forte croissance des exportations.

Les réserves de change internationales officielles devraient atteindre l'objectif de 3 mois d'importations d'ici à 2012. À la date de mi-novembre 2010, les réserves brutes représentaient 2.3 mois d'importations, contre 1.6 mois à la fin 2009. Ces réserves devraient s'élever à 2.7 mois d'importations en 2011.

Les Seychelles ne sont pas encore membre de l'OMC, mais la procédure d'adhésion est en cours. En 2009, le pays a créé un groupe de travail composé de représentants du gouvernement, de la société civile et du secteur privé pour mettre à jour la documentation nécessaire et préparer les négociations d'accession à l'OMC. En novembre 2010, ce groupe de travail a tenu sa seconde réunion, dans le cadre de négociations d'adhésion renouvelées.

Plusieurs partenaires au développement sont établis dans le pays. Le Pnud et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont les seules agences des Nations Unies à posséder des bureaux de liaison aux Seychelles, leurs coordinateurs nationaux opérant depuis Maurice. L'UE est actuellement le donneur multilatéral le plus actif et son coordinateur est également installé à Maurice. Le 10^e programme du Fonds de développement européen (FDE) pour la période 2008-2013 a alloué 5.9 millions d'euros (EUR) aux Seychelles, l'essentiel étant destiné à l'environnement (5 millions EUR). En 2009, il a également fourni un soutien budgétaire par le biais d'un don.

En 2008, pour la première fois, les Seychelles ont bénéficié du concours du FMI sous la forme d'un accord de confirmation de deux ans, remplacé en décembre 2009 par un mécanisme élargi de crédit (MEDC). En 2009, la Banque mondiale a formulé, en parallèle avec la BAfD, une note de stratégie intermédiaire pour l'exercice fiscal 2010/11 prévoyant deux prêts de politique de développement pour soutenir le programme de stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles requises pour que le secteur privé puisse jouer un rôle moteur dans la croissance. En 2010, les Seychelles ont reçu des dons de plusieurs partenaires multilatéraux pour soutenir le renforcement des capacités et l'implantation de réformes structurelles sur le moyen et le long terme : un soutien budgétaire de l'UE, d'un montant de 7.5 millions EUR, et une assistance technique de 1 million EUR ; 432 973 USD de la BAfD pour la formulation d'un plan directeur pour la mariculture aux Seychelles ; 425 800 USD de la Banque mondiale pour le renforcement des capacités du ministère de l'Administration publique et 250 000 USD de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (Badea), pour une étude institutionnelle de la Public Utilities Corporation.

Parmi les donateurs bilatéraux, la Chine, Cuba, la France, l'Inde, la Russie et le Royaume-Uni ont une représentation aux Seychelles. Ces donateurs sont essentiellement impliqués dans le renforcement des capacités, bien que la Chine fournisse une combinaison de dons et de prêts concessionnels pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'énergie. Le Japon est actif dans le secteur de la pêche depuis le début des années 90, son assistance s'élevant à plus de 30 millions USD. L'assistance technique apportée par l'Australie a augmenté à la fin 2010 et est venue soutenir le programme de réformes économiques. Enfin, le pays a signé avec l'île de La Réunion (France) un accord de coopération régionale axé sur l'échange d'une grande variété de savoir-faire techniques dans des domaines comme la santé, la formation, l'environnement et la gestion des catastrophes naturelles. La France et le Royaume-Uni ont apporté leur soutien lors de la négociation portant sur la restructuration de la dette au sein du Club de Paris, et les États-Unis apportent leur expertise technique, réglementaire et managériale en matière d'exploration pétrolière. La CBS renforce la présence des Seychelles dans les groupements régionaux : Marché commun d'Afrique australe et d'Afrique orientale (Comesa), Communauté pour le développement de l'Afrique australe (CDA) et Commission de l'océan Indien (COI). Les Seychelles sont membre de l'accord de libre-échange du Comesa. En 2010, la Banque de l'Afrique de l'Est et de

l'Afrique australe pour le commerce et le développement, également connue sous le nom de Banque de la zone d'échanges préférentiels (ZEP), a exprimé son intérêt pour le financement de projets bien établis dans le pays.

Le programme global de restructuration de la dette extérieure mis en place en 2008/09 a permis aux Seychelles de revoir intégralement leur stock de dette publique et de faciliter son remboursement. La dette extérieure, qui s'élevait à 789 millions USD en 2008 (dont 35 % détenus par des donneurs bilatéraux, 7 % par des multilatéraux et 58 % par des créanciers privés), a été ramenée à 449 millions USD.

Le ratio dette extérieure/PIB a diminué, passant de 118.8 % en 2009 à 53.6 % en 2010. Cette tendance devrait se poursuivre et ce ratio atteindre 52.9 % en 2011 et 53.4 % en 2012. Le portefeuille de la dette intérieure et extérieure est désormais supportable, ce qui réduit le risque de crédit et encourage les IDE.

La dette publique totale (intérieure et extérieure) atteignait près de 150 % du PIB en 2009, ce qui représentait un fardeau insupportable. En avril 2009, les Seychelles ont restructuré leurs dettes bilatérales avec le Club de Paris, et la plupart des pays membres de ce dernier ont conclu des accords individuels avec le gouvernement seychellois en 2010. Les niveaux de la dette extérieure ont été réduits de 388 millions USD au cours des deux dernières années, ce qui représente 43 % du PIB. L'exécutif espère signer les derniers accords de restructuration avec quatre pays non membres du Club de Paris au début de 2011. La durée de vie moyenne du portefeuille de la dette est passée de 6 mois à 13 ans et est désormais supportable.

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2009 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced), les IDE ont atteint le niveau record de 364 millions USD en 2008, stimulés par les investissements dans des projets touristiques, notamment sur le segment le plus haut de gamme du marché. Si certains projets touristiques ont été annulés ou retardés, d'autres se poursuivent, et le FMI estimait en juillet 2010 que les entrées de capitaux devraient atteindre 183 millions USD en 2009, ce qui représente environ la moitié du niveau de 2008.

Tableau 5 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

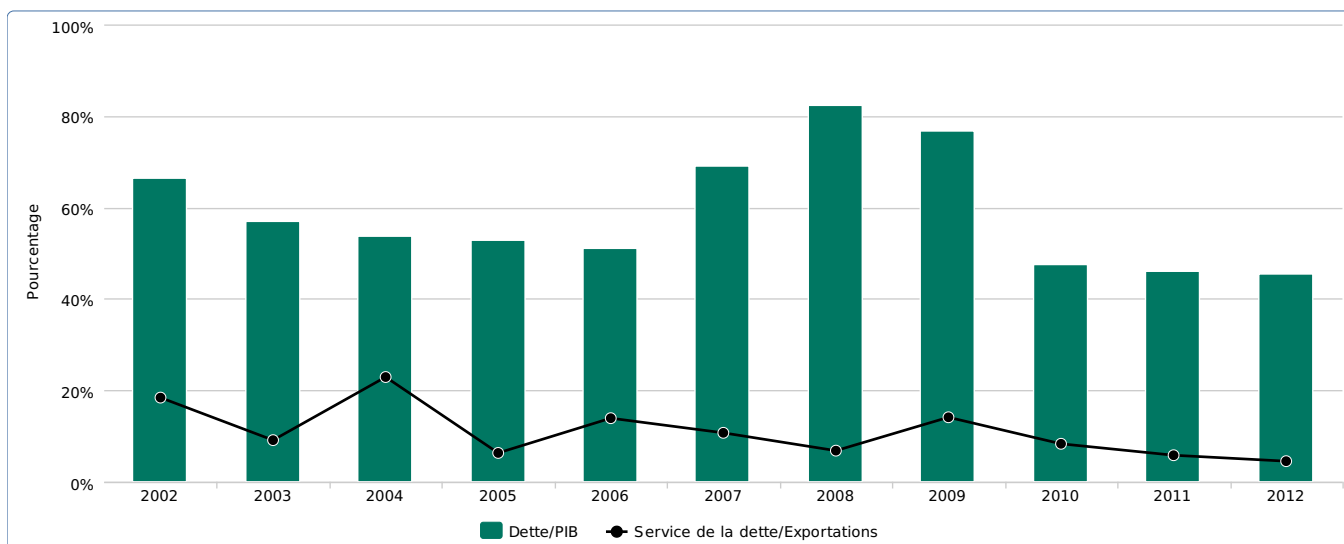
	2002	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Balance commerciale	-17.1	-41.6	-55.1	-33.8	-32.6	-31.2	-28.3
Exportations de biens (f.o.b.)	28.3	38.5	54.5	44.9	52.6	55.8	56.3
Importations de biens (f.o.b.)	45.4	80.1	109.6	78.7	85.2	86.9	84.6
Services	11.8	16.4	10.3	9.8	6.6	9.4	9.2
Revenu des facteurs	-8.1	-6.6	-10.2	-10.6	-8.2	-4	-4
Transferts courants	1.6	2.9	6.2	4.3	1	0.9	0.8
Solde des comptes courants	-11.9	-28.9	-48.8	-30.3	-33.2	-24.8	-22.2

Source : Données de la Banque centrale et des administrations nationales; calculs des auteurs pour les estimations (e) et les prévisions (p).

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932418601>

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412369>

Questions structurelles

Développement du secteur privé

Les autorités travaillent avec la Société financière internationale (SFI) pour encourager le développement du secteur privé. Elles ont préparé une loi qui créera une agence d'évaluation financière à la mi-2011. En 2010, le gouvernement a poursuivi la mise en place de mesures visant à améliorer le climat des affaires. Malgré cela, un certain nombre de contraintes subsistent. Le rapport *Doing Business 2011* de la Banque mondiale montre que les Seychelles ont rétrogradé à la 95^e place sur 183 pays en 2010 pour ce qui concerne la facilité de faire des affaires, alors qu'elles occupaient la 92^e position en 2009. Bien que la méthodologie ait été modifiée, le classement absolu selon l'indice 2011 calculé en vertu de l'ancienne méthode reflète le même recul de trois places.

Depuis 2009, le gouvernement a introduit un certain nombre de mesures pour renforcer la facilité de faire des affaires aux Seychelles. Un nouveau cadre législatif a permis de simplifier un certain nombre de procédures pour encourager les investisseurs, y compris celles associées à l'octroi de licences et à l'accès au financement. Des mesures visant à simplifier l'obtention d'un permis de travail ont été mises en œuvre, ce qui a permis d'améliorer les indicateurs liés à l'emploi. D'autres mesures adoptées en 2010 pour réduire la bureaucratie et les goulets d'étranglement figurent dans le *New Investment Act*, le *Licensing Act*, le *Fair Trading Commission Act*, le *Customs Management Act* et les réformes fiscales. Une nouvelle proposition de loi visant à amender le *Companies Act* sera présentée devant le Parlement en 2011.

L'Autorité seychelloise de délivrance des licences (Seychelles Licensing Authority - SLA) a été réformée et dotée de nouveaux pouvoirs ; elle doit désormais traiter la plupart des demandes en moins de 14 jours, et une commission de recours nouvellement créée arbitre les litiges. L'*Investment Act* de 2010, qui se substitue à une loi de 2005, réforme le Bureau d'investissement des Seychelles (Seychelles Investment Bureau - SIB) de manière à apporter un service de meilleure qualité aux investisseurs étrangers et à mettre en place une commission de recours. Son rôle sera de coordonner les projets d'investissements, public et privé. Le gouvernement a également amendé les lois fiscales concernant les douanes et le commerce, ainsi que le *Foreign Exchange Act*. Les hôtels n'ont désormais plus besoin de licence pour convertir de petites sommes de devises étrangères pour le compte de leurs clients, et les entreprises ne sont plus obligées de passer par le bureau de change de la CBS.

La communication entre le gouvernement et la Chambre de commerce et d'industrie des Seychelles (Seychelles Chamber of Commerce and Industry - SCCI) s'est améliorée. Une fois par mois, des représentants de la SCCI, du ministère des Finances, du ministère de l'Emploi, du SIB et des autorités responsables de l'immigration se rencontrent pour aborder les mesures susceptibles d'améliorer le climat des affaires dans le pays.

En 2010, l'Agence gouvernementale pour les prêts aidés (Concessionary Credit Agency - CCA) a financé 364 petites et moyennes entreprises (PME), ce qu'elle continuera à faire en 2011. Toutefois, en 2011, le montant maximal du prêt accordé aux entreprises sera réduit de moitié, à 150 000 SCR. Les PME bénéficieront aussi de formations gratuites en comptabilité, tenue des comptes, gestion, marketing, obligations fiscales et procédures d'appels d'offre, de façon à gagner en compétitivité.

L'industrie financière offshore et les sociétés commerciales internationales (*International Business Centres* - IBC) ont connu une croissance impressionnante en 2010 : les recettes de l'Autorité des affaires commerciales internationales des Seychelles (Seychelles International Business Authority - SIBA) ont crû de 35 %, et le nombre de sociétés enregistrées auprès de cet organisme a progressé de 12 %. Au cours de l'année 2010, la SIBA a introduit un nouveau produit destiné aux fondations et 29 établissements de ce type ont été enregistrés en 2010. La branche dédiée aux nouveaux instruments et au marché financier (*New Securities and Financial Market*) de la SIBA est aujourd'hui opérationnelle et le pays est devenu la quatrième place mondiale en termes d'enregistrement d'IBC. Les Seychelles continuent de respecter leurs engagements vis-à-vis de l'OCDE pour ce qui concerne le Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales. En 2010, l'OCDE a soumis les Seychelles à un audit par les pairs qui a conclu au maintien du statut de centre international de services financiers.

En dépit de la crise financière mondiale, le système bancaire est bien capitalisé et profitable. Les établissements respectent totalement les normes en vigueur et, en décembre 2009, le montant minimal des fonds propres a été revu à la hausse : les banques ont trois ans pour doubler le montant minimal de leur capital et le porter à 20 millions SCR.

Autres développements récents

Au cours de l'année 2010, le gouvernement a poursuivi les réformes de la gestion des finances publiques, de la

dépense publique et des entreprises d'État. Dans le budget 2011, le gouvernement a introduit un cadre de budgétisation à moyen terme, qui présente ses projections budgétaires et économiques à trois ans. L'exécutif a également pris plusieurs mesures relatives à la méthode de classification des organismes publics, à la révision des directives financières et du manuel de comptabilité et à la loi sur les finances publiques.

Conformément à son programme de réforme du secteur public, le gouvernement a approuvé un plan de travail détaillé pour la *Public Enterprise Monitoring Division* (PEMD), chargée du suivi des entreprises publiques. L'objectif est de renforcer leur contrôle et leur suivi, d'améliorer leur gouvernance, de réduire leur dépendance vis-à-vis des financements publics et de minimiser les risques financiers qu'elles font peser sur l'État. Les autorités renforcent la gestion et la surveillance des institutions financières d'État, qui seront privatisées. Le gouvernement étudie actuellement le calendrier et les modalités de la cession de ces actifs publics, qui comprennent Nouvobanq, Seychelles Savings Bank et Housing Finance Company. Une stratégie de privatisation sera mise au point d'ici à juin 2011.

Les réformes du secteur public vont se poursuivre en 2011, en se concentrant sur les aspects suivants : réduction du nombre de fonctionnaires (de 10 000 à 7 500) ; dispositifs de maintien de l'emploi et des services des équipes professionnelles et techniques ; suppression des postes auxiliaires, qui seront absorbés par des entreprises privées ou des coopératives ; révision des grilles salariales ; classification des organismes publics ; et renforcement des capacités. La politique d'externalisation se poursuivra également en 2011. En 2010, un certain nombre de services, comme le nettoyage et la sécurité, ont été externalisés, ce qui a permis de renforcer l'efficacité du service public. Ces démarches pourraient se poursuivre dans les secteurs pour lesquels l'État ne dispose pas de ressources suffisantes, comme l'architecture, l'installation des éclairages publics et la gestion et le suivi de projet.

En 2011, les Seychelles vont continuer à investir dans les infrastructures publiques telles que les routes et les réseaux d'eau et d'énergie. D'autres investissements sont réalisés dans le logement et les câbles sous-marins. En 2010, le gouvernement a conclu de nouveaux partenariats avec deux entreprises, Cable and Wireless et Airtel, pour augmenter la bande passante du réseau de télécommunications du pays. Ce système devrait être mis en fonctionnement à la mi-2012.

En 2011, en partenariat avec les organismes en charge de l'énergie et des infrastructures publiques (Energy Commission et Seychelles Public Utilities Corporation), le gouvernement mettra en œuvre la première phase d'un programme de réduction de la consommation d'électricité par l'usage de chauffe-eau solaires. L'objectif est de promouvoir les énergies renouvelables.

L'environnement demeure une préoccupation majeure pour le développement futur du pays. Le gouvernement a, dans une certaine mesure, mis en œuvre le deuxième plan d'action EMPS (*Environment Management Plan of Seychelles*) couvrant la période 2000-2010, qui vise à protéger l'environnement. Les autorités préparent actuellement le troisième plan EMPS pour la période 2010-2020. Les forêts couvrent près de 90 % du territoire et les zones protégées représentent aujourd'hui près de 50 % de celui-ci.

Partenaires économiques émergents

Les partenaires émergents (PE) les plus établis des Seychelles sont la Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde, l'Arabie saoudite et le Brésil. Parmi les autres figurent la Malaisie, l'Indonésie, Singapour et la Turquie. Les relations avec la plupart des PE concernent le commerce, l'investissement et l'aide. Depuis 2006, ce sont la Chine, l'Inde et les EAU qui ont le plus intensifié leurs relations avec les Seychelles.

L'engagement de l'Inde auprès des Seychelles a débuté en 1976. Elle maintient aujourd'hui une coopération technique et financière, fournit des bourses et organise des échanges avec plusieurs de ses universités. Par le biais du Pan African Network System et en collaboration avec l'Union africaine, l'Inde installe un terminal satellite pour offrir des capacités de télé-médecine, d'enseignement à distance et de vidéoconférence aux 53 chefs d'État d'Afrique. L'hôpital de Victoria est ainsi connecté à six hôpitaux spécialisés indiens. En ce qui concerne l'enseignement à distance, l'université des Seychelles est reliée à trois universités indiennes depuis septembre 2010. Enfin, New Delhi fournit également un centre informatique, mis en service en mars 2011 pour un coût de 1 million USD, qui entre dans le cadre du soutien apporté à l'université des Seychelles.

L'Inde a accordé un prêt à conditions préférentielles de 10 millions USD à la Development Bank of Seychelles et une ligne de crédit de 5 millions USD aux Seychelles Marketing Board/Seychelles Trading Company, assorti d'un moratoire de 5 ans et d'un taux d'intérêt de 1.75 %. Elle a également mis à disposition un avion de surveillance et deux hélicoptères pour combattre la piraterie dans les eaux territoriales des Seychelles, ainsi que du personnel militaire (deux lieutenants et deux colonels).

La Chine fournit une combinaison de dons et de prêts concessionnels pour améliorer l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les réseaux d'énergie. Elle offre également des bourses d'étude et participe à la construction de la nouvelle Assemblée nationale et de deux écoles publiques.

Les EAU ont récemment intensifié leurs relations avec les Seychelles et fournissent une aide à l'édification d'une base de garde-côtes, du matériel militaire, des bus et des équipements médicaux. Ils mettent en œuvre un projet d'e-learning et installent des réseaux informatiques dans les écoles. Dans ce cadre, les écoles primaires sont équipées d'ordinateurs portables. Ce projet permettra la mise en place d'un cursus d'informatique qui apportera une nouvelle dimension à l'enseignement et aidera au renforcement des capacités dans ce secteur. Ce partenariat et la politique nationale qui consiste à développer les technologies de l'information et de la communication (TIC) à l'école sont gérés par l'université des Seychelles et Abu Dhabi. Les EAU ont également fourni un nouveau centre de diagnostic et fait un don de 50 millions USD pour une réforme du secteur de la santé.

Cuba et la Russie ont fourni des professionnels de santé de diverses spécialités. La Turquie va signer un accord de libre-échange et propose deux bourses d'études de troisième cycle.

L'intérêt des PE pour les Seychelles est similaire à celui des partenaires traditionnels. À court terme, les PE considèrent avant tout les Seychelles comme une destination pour leurs IDE et une source de main-d'œuvre bon marché, mais ils sont aussi attirés par l'industrie de la pêche. L'accès aux ressources naturelles, si l'exploration confirme la présence de gisements d'hydrocarbures exploitables commercialement, est un objectif à plus long terme.

Les investissements des PE se concentrent essentiellement sur le BTP (la Chine en tête, suivie par les EAU), les activités scientifiques, techniques et professionnelles (Chine et Inde), l'administration publique et la défense, la sécurité sociale obligatoire (Inde et EAU), l'éducation et la formation professionnelle (Inde et Chine), la santé et le secteur social (Chine et Inde).

Les partenaires traditionnels des Seychelles se concentrent sur la croissance économique, la gouvernance et le capital humain, alors que les partenaires multilatéraux se focalisent à la fois sur la croissance, la gouvernance, les infrastructures de transport, d'eau et d'énergie, la lutte contre la pauvreté, l'éducation, la promotion de l'égalité entre les sexes et l'environnement. Par ailleurs, les PE renforcent leur soutien dans des domaines traditionnels mais aussi novateurs : croissance économique, gouvernance, capital humain, promotion de l'innovation, amélioration des infrastructures de transport, d'eau et d'énergie, mise en place d'infrastructures spéciales (stades, hôtels de luxe, etc.), accès à l'éducation, amélioration de la santé, lutte contre la pauvreté, environnement, promotion des exportations et stimulation du marché de l'emploi local.

Contexte politique

Le scrutin présidentiel aura lieu à la mi-2011 et les élections parlementaires à la mi-2012. Le président James Michel cherchera à se faire réélire pour un second mandat plein. Cette élection sera particulièrement importante dans la mesure où ce sera la première depuis la crise économique et les réformes très importantes engagées en 2008/09. Son résultat reflétera la confiance ou la défiance de l'électorat vis-à-vis de la politique gouvernementale. L'économie est aujourd'hui stabilisée et devrait rebondir au cours des prochaines années, après deux ans de repli, ce qui donne aux candidats sortants de bonnes chances de réélection.

Les réformes socioéconomiques ont donné naissance à une société plus transparente et moins partisane. Toutefois, il reste des obstacles à surmonter, notamment pour rendre la justice plus indépendante et la presse plus libre. Les Seychelles ont réalisé de meilleures performances que la plupart des pays d'Afrique subsaharienne en matière de droits politiques, de libertés civiles et de stabilité politique, et bénéficient d'un bon classement pour ce qui est de la gouvernance et de la corruption.

Contexte social et développement des ressources humaines

Les Seychelles ont le second PIB par habitant d'Afrique (derrière la Guinée équatoriale, pays exportateur de pétrole) et figurent parmi les six pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure du continent. Le pays se place également à la tête du continent pour ce qui est du développement humain. Il est en 57^e position de l'Indice de développement humain 2009 du Pnud, un niveau comparable à de nombreux pays de l'OCDE. En 2010, l'État a alloué près de 43 % de son budget, soit 5 % du PIB, à la santé et à l'éducation, ce qui reflète l'importance des programmes sociaux et de lutte contre la pauvreté aux yeux du gouvernement. Les Seychelles ont déjà atteint la plupart des cibles des 8 OMD et espèrent atteindre celles des objectifs 6 à 8, pour lesquels elles ne sont pour l'instant pas en mesure d'atteindre les cibles fixées pour 2015.

Selon le rapport gouvernemental sur le statut des OMD 2010, il n'y a pas de pauvreté extrême aux Seychelles, bien qu'il existe tout de même des poches de pauvreté. Le gouvernement a mis en place des programmes sociaux pour les personnes extrêmement nécessiteuses, et des filets de sécurité sociale pour les groupes vulnérables et défavorisés. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 96 % et le taux de scolarisation est proche de 100 %. Le seuil de pauvreté national, établi à 3 USD par jour, est supérieur au seuil de pauvreté absolue de la Banque mondiale.

De plus, le gouvernement a fortement investi dans les infrastructures au cours de la décennie passée, si bien que 93 % de la population a accès à de l'eau traitée.

L'accès à la santé et à l'éducation est gratuit pour tous les citoyens des Seychelles, et la scolarité est obligatoire et gratuite dans le premier et le second cycle. Quatre-vingts pour cent des lycéens diplômés font des études supérieures, ce qui permet au pays de réaliser les OMD 2 et 3. Les autorités revoient le programme des établissements secondaires pour combiner matières professionnelles et académiques, ce qui permettra de mettre les étudiants en lien avec des institutions professionnelles. Cet audit permettra également d'identifier les besoins des entreprises et des industries et d'orienter les étudiants en conséquence.

Le secteur de la santé doit être réformé pour introduire des objectifs qui permettront de mesurer les progrès effectués, de planifier les services sanitaires en fonction de ces objectifs et de chercher des moyens pour établir des partenariats efficaces avec des ONG et des églises. Il convient de développer la recherche sur les nouvelles maladies et sur l'impact du VIH/sida et de l'hépatite C sur l'économie. L'incidence de cette dernière progresse : en 2009, on avait enregistré 37 cas connus ; en 2010, on en a dénombré 50 entre janvier et octobre.

La consommation d'alcool et de drogues est de plus en plus répandue, et le gouvernement dépense des sommes considérables pour lutter contre des maladies comme les hépatites B et C. Les cas de maladies mentales augmentent également, avec plus de 300 cas traités en 2010. Les autorités prévoient de construire un nouveau centre de soins pour ceux qui souffrent de maladies mentales et d'addiction aux drogues ou à l'alcool.